

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Éric Lachapelle, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de Saint-Polycarpe pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature



Date

2 septembre 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	41
Analyse des charges	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Municipalité de Saint-Polycarpe

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Saint-Polycarpe (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme il est expliqué à la note 3 des états financiers, la municipalité a comptabilisé un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à l'état de la situation financière au 31 décembre 2024. Conformément au chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, il aurait fallu comptabiliser le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à l'état de la situation financière au 31 décembre 2023, puisque les exigences de cette norme sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation a conduit le prédécesseur à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Puisque la municipalité a comptabilisé le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations dans l'exercice considéré plutôt que de corriger les informations comparatives, nous exprimons une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice considéré en raison des incidences de ce problème sur la comparabilité des chiffres de l'exercice considéré et des informations comparatives.

Autre point - information comparatives auditées par un prédécesseur

Les états financiers de la municipalité pour l'exercice terminée le 31 décembre 2023 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états, en date du 25 avril 2024, une opinion avec réserve en raison des éléments décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve ».

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A125850
Granby, 2 septembre 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	4 991 900	4 877 684	4 684 556
Compensations tenant lieu de taxes	2	141 900	135 302	141 892
Quotes-parts	3			
Transferts	4	253 600	2 168 373	809 259
Services rendus	5	443 200	389 394	480 768
Imposition de droits	6	111 100	191 280	144 987
Amendes et pénalités	7	14 000	14 110	14 506
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	60 500	374 806	196 299
Autres revenus	10	3 200	84 215	(20 796)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 019 400	8 235 164	6 451 471
Charges				
Administration générale	14	1 171 200	1 345 416	1 159 879
Sécurité publique	15	930 900	861 457	899 371
Transport	16	1 023 600	1 329 626	1 216 105
Hygiène du milieu	17	1 197 900	1 414 585	1 287 445
Santé et bien-être	18	21 600	20 765	21 441
Aménagement, urbanisme et développement	19	271 000	247 007	221 421
Loisirs et culture	20	601 100	587 656	547 306
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	274 300	245 038	170 725
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	5 491 600	6 051 550	5 523 693
Excédent (déficit) lié aux activités	25	527 800	2 183 614	927 778
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		19 685 307	18 757 529
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		19 685 307	18 757 529
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		21 868 921	19 685 307

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 429 979	3 101 090
Débiteurs (note 5)	2	2 874 398	1 614 151
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 000 000	3 000 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	8 304 377	7 715 241
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	859 726	1 313 579
Revenus reportés (note 11)	12	592 251	466 698
Dette à long terme (note 12)	13	6 986 280	6 739 239
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	745 148	
	16	9 183 405	8 519 516
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(879 028)	(804 275)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	22 588 813	20 296 265
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	45 159	71 962
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	113 977	121 355
	23	22 747 949	20 489 582
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	21 868 921	19 685 307
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	21 868 921	19 685 307
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	21 868 921	19 685 307

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	527 800	2 183 614	927 778
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	3 461 995)(	1 730 315)
Produit de cession	3		39 986	28 283
Amortissement	4		1 152 445	957 804
(Gain) perte sur cession	5		(22 984)	39 167
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(2 292 548)	(705 061)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		26 803	(24 021)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		7 378	(13 530)
	13		34 181	(37 551)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	527 800	(74 753)	185 166
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(804 275)	(989 441)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(804 275)	(989 441)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(879 028)	(804 275)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 183 614	927 778
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 152 445	957 804
Autres			
▪ Perte (gain) sur disposition d'immobilisation	3.1	(22 984)	39 167
	4	3 313 075	1 924 749
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(1 260 247)	860 145
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	591 436	(69 810)
Revenus reportés	8	125 553	(3 325)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	26 803	(24 021)
Autres actifs non financiers	12	7 378	(13 530)
	13	2 803 998	2 674 208
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	3 762 136) (	1 730 315)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	39 986	28 283
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(3 722 150)	(1 702 032)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	)	)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	)	3 000 000)
Cession	22	2 000 000	
	23	2 000 000	(3 000 000)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	848 400	3 164 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	610 700) (	1 639 000)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	9 341	(32 096)
Autres			
▪	28.1		
	29	247 041	1 492 904
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	1 328 889	(534 920)
Solde déjà établi	31	3 101 090	3 636 010
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	3 101 090	3 636 010
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	4 429 979	3 101 090

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Saint-Polycarpe (ci-après « la municipalité ») est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- Il existe une obligation juridique obligeant la régie à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la municipalité comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation.

Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Infrastructures (a)	10 à 40 ans
Bâtiments (a)	40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipements divers	5 à 20 ans

(a) Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles capitalisés dans les catégories des infrastructures et des bâtiments sont amortis sur une période de 5 à 35 ans.

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks de pièces et carburants est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût des stocks de produits chimiques et de fournitures diverses est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titres de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime enregistré d'épargne retraite (REER) auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - o Amorties au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.
- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (OMHS) :
 - o Amorties sur la durée de vie restante de l'immobilisation corporelle faisant l'objet d'OMHS.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La municipalité comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la municipalité sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La municipalité détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le 1^{er} janvier 2024, la municipalité a adopté les recommandations du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la municipalité comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la municipalité qui font encore ou non l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la municipalité doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences auraient dû être adoptées par la municipalité pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} avril 2022 mais la municipalité n'avait pas adopté ces nouvelles exigences à cette date. La municipalité a fait le choix, au 31 décembre 2024, d'une application prospective pour l'adoption de ces nouvelles exigences, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Cette modification comptable a entraîné une augmentation (diminution) des postes suivants des états financiers :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024
	\$
État consolidé des résultats	
Amortissement des immobilisations corporelles	71 561 \$
Charge de désactualisation	28 660 \$
Excédent (déficit) de l'exercice	(100 221 \$)
Excédent (déficit) accumulé au début	- \$
Excédent (déficit) accumulé à la fin	(100 221 \$)
État consolidé de la situation financière	
Autres passifs	745 148 \$
Actifs financiers nets (dette nette)	(745 148 \$)
Immobilisations corporelles	644 927 \$
Excédent (déficit) accumulé	(100 221 \$)
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	
Solde au début	- \$
Solde à la fin	(745 148 \$)

Revenus

Au cours de l'exercice, la municipalité a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la municipalité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la municipalité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la municipalité détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 429 979	3 101 090
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	4 429 979	3 101 090
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	4 429 979	3 101 090
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	3 085 372	3 101 090
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	230 000	363 404

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux excédents affectés, aux fonds réservés et aux revenus reportés.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 235 711 \$ (139 485 \$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 374 769 \$ (196 299 \$ en 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	281 109	235 916
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	968 327	681 596
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 249 123	390 379
Organismes municipaux	13	237 479	163 624
Autres			
▪ Intérêts	14.1	9 136	15 789
▪ Mutations et autres	14.2	129 224	126 847
	15	2 874 398	1 614 151
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		6 459
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	427 279	
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		46 510
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	116 747	124 363
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	424 301	510 723
	27	968 327	681 596

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	1 000 000	3 000 000
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	1 000 000	3 000 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

Les autres placements de portefeuille sont composés de dépôts à terme portant intérêt à un taux de 3,4 % et échéant en novembre 2025.

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'une marge de crédit de 500 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (5,45%; 7,20 % au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	352 405	820 830
Salaires et avantages sociaux	44	206 723	211 464
Dépôts et retenues de garantie	45	138 536	138 695
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus	47.1	75 669	66 343
▪ Organismes municipaux	47.2	39 779	76 247
▪ Gouvernement du Québec	47.3	44 930	
▪ Gouvernement du Canada	47.4	1 684	
	48	859 726	1 313 579

Note

Les fournisseurs et les dépôts et retenues à payer incluent une sommes de 170 535 \$ (470 676 \$ au 31 décembre 2023) à payer pour des immobilisations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	18 189	14 412
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Autres transferts	54.1	4 788	4 787
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	58 280	37 340
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Carrières et sablières	62.1	510 994	410 159
	63	592 251	466 698

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,80	5,40	2025	2029	64	7 014 300	6 776 600
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	7 014 300	6 776 600
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(28 020)	(37 361)
					72	6 986 280	6 739 239

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		2 013 900			2 013 900
2026	74		554 300			554 300
2027	75		853 600			853 600
2028	76		2 646 700			2 646 700
2029	77		945 800			945 800
2030 et plus	78					
	79		7 014 300			7 014 300
Intérêts et frais accessoires	80					
	81		7 014 300			7 014 300

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	74 221	67 858
Régimes de retraite des élus municipaux	89	6 973	9 827
	90	81 194	77 685

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	745 148	
Autres			
▪	93.1		
	94	745 148	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96	716 488	
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98	28 660	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	745 148	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les principales obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la municipalité concernent le désamiantage de bâtiments. Les autres obligations liées à la mise hors service sont notamment relatives à la présence de plomb dans certains bâtiments.

Les principales hypothèses utilisées pour les travaux liés aux contaminations de plomb et d'amiante sont les suivantes :

Taux d'actualisation	4,00 %
Période d'actualisation (variable selon l'actif)	5 à 35 ans
Taux d'inflation	2,00%

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les travaux de mise hors service d'immobilisations au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 1 055 000 \$ (0 \$ au 31 décembre 2023);

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	5 255 172	69 933		5 325 105
Eaux usées	102	1 628 467			1 628 467
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	8 707 402	1 623 922		10 331 324
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	104.1	705 778	1 020 665		1 726 443
▪ Autres	104.2	6 716 991	135 735		6 852 726
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	1 879 322	797 909		2 677 231
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	2 098 455	181 250	212 585	2 067 120
Ameublement et équipement de bureau	109	59 119	25 285		84 404
Machinerie, outillage et équipement divers	110	861 449	146 565	20 152	987 862
Terrains	111	251 712			251 712
Autres	112				
	113	28 163 867	4 001 264	232 737	31 932 394
Immobilisations en cours	114	3 585 012	(539 269)		3 045 743
	115	31 748 879	3 461 995	232 737	34 978 137
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	1 464 574	140 354		1 604 928
Eaux usées	117	1 684 350	193 587		1 877 937
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	3 764 685	328 454		4 093 139
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	119.1	189 535	54 409		243 944
▪ Autres	119.2	1 900 566	57 665		1 958 231
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 181 312	119 976		1 301 288
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	879 244	172 254	195 583	855 915
Ameublement et équipement de bureau	124	36 438	15 434		51 872
Machinerie, outillage et équipement divers	125	351 910	70 312	20 152	402 070
Autres	126				
	127	11 452 614	1 152 445	215 735	12 389 324
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	20 296 265			22 588 813
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	143.1	113 977
Autres		121 355
▪	144.1	
	145	113 977
		121 355

Note**19. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, en vertu de contrats de gestion de matières résiduelles et de services professionnels échéant entre 2025 et 2026, à verser une somme de 437 055 \$ en 2025 et 202 853 \$ en 2026.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté Vaudreuil Soulanges. Au 31 décembre 2024, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 60 781 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

26. Instruments financiers**Politique de gestion des risques**

La municipalité est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la municipalité.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers*Risque de crédit*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la municipalité est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La municipalité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la municipalité analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la municipalité représente son exposition maximale au risque de crédit.

Il n'y a aucun actif déprécié au 31 décembre 2024 et 2023. Toutefois, les débiteurs en souffrance totalisant 37 151 \$ (75 744 \$ en 2023) ont tous une échéance inférieure à un an.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1% (1% au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la municipalité est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La municipalité est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la municipalité dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La municipalité établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	859 726 \$	- \$	- \$	- \$
Dette à long terme	2 272 896 \$	1 825 781 \$	3 790 518 \$	- \$
Total	3 132 622 \$	1 825 781 \$	3 790 518 \$	- \$

27. Incertitude relative à la mesure

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation. Par ailleurs, l'obligation de disposer de manière sécuritaire de l'amiante dans les bâtiments est sujette à une incertitude relative à la mesure en raison des limites inhérentes à l'évaluation des quantités d'amiante qui y sont contenues ainsi que de l'échéancier des travaux qui est inconnu lorsqu'aucun plan de mise hors service des bâtiments n'est prévu.

28. Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 1 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	4 991 900	4 877 684		4 877 684	4 684 556
Compensations tenant lieu de taxes	2	141 900	135 302		135 302	141 892
Quotes-parts	3					
Transferts	4	253 600	399 991		399 991	538 327
Services rendus	5	443 200	389 394		389 394	480 768
Imposition de droits	6	111 100	191 280		191 280	144 987
Amendes et pénalités	7	14 000	14 110		14 110	14 506
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	60 500	374 806		374 806	196 299
Autres revenus	10	3 200	79 423		79 423	(30 603)
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	6 019 400	6 461 990		6 461 990	6 170 732
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		1 768 382		1 768 382	270 932
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17		4 792		4 792	
Autres	18					9 807
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		1 773 174		1 773 174	280 739
	22	6 019 400	8 235 164		8 235 164	6 451 471
Charges						
Administration générale	23	1 171 200	1 249 472	95 944	1 345 416	1 159 879
Sécurité publique	24	930 900	764 129	97 328	861 457	899 371
Transport	25	1 023 600	785 796	543 830	1 329 626	1 216 105
Hygiène du milieu	26	1 197 900	1 071 590	342 995	1 414 585	1 287 445
Santé et bien-être	27	21 600	20 765		20 765	21 441
Aménagement, urbanisme et développement	28	271 000	242 580	4 427	247 007	221 421
Loisirs et culture	29	601 100	519 735	67 921	587 656	547 306
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	274 300	245 038		245 038	170 725
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		1 152 445	(1 152 445)		
	34	5 491 600	6 051 550		6 051 550	5 523 693
Excédent (déficit) lié aux activités	35	527 800	2 183 614		2 183 614	927 778

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	527 800	2 183 614	927 778
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(1 773 174)	(280 739)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	527 800	410 440	647 039
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 152 445	957 804
Produit de cession	5		39 986	28 283
(Gain) perte sur cession	6		(22 984)	39 167
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 169 447	1 025 254
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	611 300)	(610 700)	(1 275 596)
	18	(611 300)	(610 700)	(1 275 596)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	160 000)	(89 224)	(59 834)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	160 000	251 864	19 089
Excédent de fonctionnement affecté	21	185 000	38 244	1 179 529
Réserves financières et fonds réservés	22	(101 500)	(145 652)	(86 455)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	83 500	55 232	1 052 329
	26	(527 800)	613 979	801 987
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 024 419	1 449 026

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 773 174	280 739
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	849 493)(	5 255)
Sécurité publique	3 (	142 526)(	66 594)
Transport	4 (	1 079 551)(	936 028)
Hygiène du milieu	5 (	1 025 498)(	145 430)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	51 869)(	)
Loisirs et culture	8 (	313 058)(	577 008)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	3 461 995)(	1 730 315)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)(	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	848 400	2 800 596
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	89 224	59 834
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	896 721	164 637
Excédent de fonctionnement affecté	17	256 451	258 702
Réserves financières et fonds réservés	18	130 220	64 500
	19	1 372 616	547 673
	20	(1 240 979)	1 617 954
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	532 195	1 898 693

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	1 429 000	1 316 932	1 283 532
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	382 300	347 012	347 557
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6	4 000	5 650	3 764
Autres services	7			50 406
Autres biens et services	8	2 549 300	2 428 089	2 105 002
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	274 300	245 038	164 223
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			6 502
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	665 700	408 553	468 360
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17	150 000	58 496	90 043
Autres	18	15 000	21 638	23 808
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 152 445	957 804
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Créances irrécouvrable	21.1	3 000	6 791	5 301
▪ Autres	21.2	19 000	60 906	17 391
	22	5 491 600	6 051 550	5 523 693

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 568 004	2 632 292
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 560 688	1 985 259
Réserves financières et fonds réservés	3	932 434	631 155
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	107 403)(	121 033)
Financement des investissements en cours	5	1 233 282	916 936
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	15 681 916	13 640 698
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	21 868 921	19 685 307

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	2 568 004	2 632 292
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	2 568 004	2 632 292

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Aménagement du Parc F-X Prieur	12.1	39 639	45 400
▪ Budget subséquent	12.2		200 000
▪ Affaissements	12.3	6 646	106 438
▪ Vidanges des boues	12.4		70 000
▪ Nettoyages de la tour d'eau	12.5	20 000	20 000
▪ Dette 116-2010	12.6		28 283
▪ Franchise assurances	12.7	100 000	100 000
▪ Opérations déneigement	12.8	200 000	200 000
▪ Mesures d'urgence	12.9	200 000	200 000
▪ Variation des taux d'intérêts	12.10	300 000	300 000
▪ Dépenses imprévues	12.11	300 000	300 000
▪ Honoraires professionnels-projets	12.12	105 829	162 065
▪ Patinoire extérieure	12.13	75 523	91 668
▪ Autres projets	12.14	213 051	161 405
	13	1 560 688	1 985 259
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 560 688	1 985 259

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Vidange des boues usées	17.1	110 000	
	18	110 000	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	591 587	621 155
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	215 847	
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	15 000	10 000
Autres			
▪	30.1		
	31	822 434	631 155
	32	932 434	631 155

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(	)
Autres	37 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(	)
	39 (	)(	)
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(	)
Autres			
▪	43.1 (	)(	)
	44 (	)(	)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(	)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(	)
Autres			
▪ Autres	55.1 (	107 403)(	121 033)
	56 (	107 403)(	121 033)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62		
	63 (	107 403)(	121 033)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	1 233 282	943 455
Investissements à financer	65 (	)(	26 519)
	66	1 233 282	916 936
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	22 588 813	20 296 265
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	22 588 813	20 296 265
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	22 588 813	20 296 265
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	6 986 280)(	6 739 239)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	28 020)(	37 361)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	107 403	121 033
	80 (	6 906 897)(	6 655 567)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)(	)
	82 (	6 906 897)(	6 655 567)
	83	15 681 916	13 640 698

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité a mis en place le 1er mars 2019 un régime de retraite simplifié.

La dépense est représentés par la cotisation du par la municipalité en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice à un taux équivalent à 9 % du salaire brut versé à l'employé.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113	74 221	67 858
REER	114		
Autres régimes	115		
	116	74 221	67 858

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	1 815	2 916
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	6 973	9 827
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	6 973	9 827

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 626 300	3 681 486	3 555 981
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	27 800	28 280	28 032
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 654 100	3 709 766	3 584 013
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	236 000	239 953	373 700
Égout	13	253 100	261 527	201 391
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	416 500	413 966	311 187
Autres				
▪ Lumière de rue	16.1	500	480	480
▪ Cours d'eau	16.2	270 300	62 249	37 909
▪ Traitement UV fosse septique	16.3	10 000	13 882	10 027
Centres d'urgence 9-1-1	17		13 324	11 608
Service de la dette	18	151 400	162 537	154 241
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 337 800	1 167 918	1 100 543
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 337 800	1 167 918	1 100 543
	27	4 991 900	4 877 684	4 684 556

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			14 302
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	140 400	134 185	126 125
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	140 400	134 185	140 427
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	1 500	1 117	1 465
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	1 500	1 117	1 465
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	141 900	135 302	141 892

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		14 963	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50		(91 864)	24 944
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	138 500	137 486	377 558
Enlèvement de la neige	54		11 496	
Autres	55		33 188	1 372
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56	36 000	6 044	
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			6 384
Traitement des eaux usées	65		128 319	38 034
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			33 802
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74	25 000	14 663	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	15 000	7 936	11 845
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85		5 250	
Réseau d'électricité	86			
	87	214 500	267 481	493 939

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88		105 562	5 255
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92		95 009	
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94		784 213	95 995
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105		636 675	62 936
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124		146 923	106 746
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128		1 768 382	270 932

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	39 100	131 038	39 106
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138		1 472	5 282
	139	39 100	132 510	44 388
TOTAL DES TRANSFERTS	140	253 600	2 168 373	809 259

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	1 000	3 522	5 996
	144	1 000	3 522	5 996
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	233 000	202 380	221 642
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	233 000	202 380	221 642
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152	12 500	7 772	12 993
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	12 500	7 772	12 993
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	136 500	118 685	175 365
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	136 500	118 685	175 365

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174		(136)	136
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178		(136)	136
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	25 000	26 092	34 077
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182	25 000	26 092	34 077
Réseau d'électricité				
	183			
	184	408 000	358 315	450 209

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	100	4	6
	188	100	4	6
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191		9 546	
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194		9 546	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	28 300		27 843
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			1 183
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201		2 850	
Autres	202	1 000	1 520	
	203	29 300	4 370	29 026
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	400	839	472
Matières recyclables	209		106	
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	400	945	472

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	5 400	16 214	821
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			234
Autres	227			
	228	5 400	16 214	1 055
Réseau d'électricité				
	229			
	230	35 200	31 079	30 559
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	443 200	389 394	480 768

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	11 100	11 230	17 695
Droits de mutation immobilière	233	100 000	180 050	127 292
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	111 100	191 280	144 987
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	14 000	14 110	14 506
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	60 500	374 806	196 299
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		22 984	(39 167)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244		4 792	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247		1 098	
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	3 200	55 341	18 371
	250	3 200	84 215	(20 796)
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	163 500	212 930		212 930	150 076
Greffé et application de la loi	2	223 800	213 758		213 758	152 708
Gestion financière et administrative	3	636 600	635 959		635 959	734 323
Évaluation	4	18 300	29 063		29 063	17 826
Gestion du personnel	5	54 700	81 491		81 491	37 423
Autres						
▪ Autres	6.1	74 300	76 271	95 944	172 215	67 523
	7	1 171 200	1 249 472	95 944	1 345 416	1 159 879
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	355 900	244 730		244 730	249 671
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	569 200	507 454	97 328	604 782	609 686
Sécurité civile	11	5 800	11 945		11 945	39 519
Autres	12					495
	13	930 900	764 129	97 328	861 457	899 371
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	535 400	411 427	440 366	851 793	718 164
Enlèvement de la neige	15	397 900	310 474	103 464	413 938	459 821
Éclairage des rues	16	26 300	12 035		12 035	20 369
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18					17 751
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	64 000	51 860		51 860	
	22	1 023 600	785 796	543 830	1 329 626	1 216 105

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	151 100	169 344		169 344	149 436
Réseau de distribution de l'eau potable	24	118 500	210 094	158 869	368 963	237 400
Traitement des eaux usées	25	115 300	170 443		170 443	150 028
Réseaux d'égout	26	97 800	69 595	184 126	253 721	254 809
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	111 400	107 144		107 144	60 730
Élimination	28	77 900	69 030		69 030	68 258
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	90 800	90 723		90 723	86 392
Tri et conditionnement	30	1 600	637		637	4 520
Matières organiques						
Collecte et transport	31	500	9 027		9 027	70 594
Traitement	32	137 000	130 339		130 339	129 159
Matériaux secs	33					5 124
Autres	34		4 179		4 179	
Plan de gestion	35					
Autres	36	25 700	18 380		18 380	
Cours d'eau	37	270 300	22 655		22 655	70 995
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	1 197 900	1 071 590	342 995	1 414 585	1 287 445
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	21 600	20 765		20 765	21 441
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	21 600	20 765		20 765	21 441

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	210 900	197 063	4 427	201 490	161 520
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					15 166
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49					35 286
Tourisme	50					
Autres	51	50 100	44 467		44 467	
Autres	52	10 000	1 050		1 050	9 449
	53	271 000	242 580	4 427	247 007	221 421
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54					
Patinoires intérieures et extérieures	55	230 100	273 136	22 077	295 213	158 515
Piscines, plages et ports de plaisance	56					
Parcs et terrains de jeux	57	62 800	48 257	41 557	89 814	323 382
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60	10 000	6 321		6 321	
	61	302 900	327 714	63 634	391 348	481 897
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63	86 900	75 610	4 287	79 897	57 153
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65	9 700	7 278		7 278	8 256
Autres	66	201 600	109 133		109 133	
	67	298 200	192 021	4 287	196 308	65 409
	68	601 100	519 735	67 921	587 656	547 306

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	243 600	236 141		236 141	149 618
Autres frais	71	30 700	8 897		8 897	14 605
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73					6 502
	74	274 300	245 038		245 038	170 725
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		1 152 445 (	1 152 445)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	596 245	38 107
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	432 172	143 593
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	871 487	454 586
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		65 312
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		476 175
Autres infrastructures	11	302 035	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	119 833	5 675
Édifices communautaires et récréatifs	14	22 158	68 050
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	176 963	427 500
Ameublement et équipement de bureau	18	25 286	3 150
Machinerie, outillage et équipement divers	19	142 346	48 167
Terrains	20		
Autres	21	773 470	
	22	3 461 995	1 730 315

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	596 245	38 107
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	432 172	143 593
Autres infrastructures	5	1 173 522	996 073
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	1 260 056	552 542
	12	3 461 995	1 730 315

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	28 283			28 283
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 004 720		176 800	827 920
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	5 743 597	848 400	433 900	6 158 097
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	6 776 600	848 400	610 700	7 014 300
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	6 776 600	848 400	610 700	7 014 300
Dette en cours de refinancement	20 (				)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	6 776 600	848 400	610 700	7 014 300

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	7 014 300
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	28 283
Débiteurs	8	
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	1 020 258
Autres		
▪	11.1	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	5 965 759
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

Endettement net à long terme	13	5 965 759
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	60 781
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	

Endettement total net à long terme	18	6 026 540
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	6 026 540
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			501
Évaluation	2	18 300	18 291	17 826
Autres	3	23 500	24 687	30 027
Sécurité publique				
Police	4	2 000	3 169	2 154
Sécurité incendie	5	3 800	3 747	2 913
Sécurité civile	6			
Autres	7	4 300	2 918	2 439
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	242 200	235 228	234 063
Cours d'eau	13	270 300	22 655	70 995
Protection de l'environnement	14			
Autres	15		4 179	
Santé et bien-être				
Habitation	16	20 600	20 096	21 441
Autres	17	1 000	669	495
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	34 900	35 555	40 209
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	31 900	30 081	33 477
Autres	21	3 800		3 564
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	9 100	7 278	8 256
Réseau d'électricité				
	24			
	25	665 700	408 553	468 360

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 461 995	1 730 315
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 461 995	1 730 315

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	6,25	36,00	11 288,00	610 533	175 275	785 808
Professionnels	2						
Cols blancs	3	3,06	36,00	4 756,00	178 484	69 383	247 867
Cols bleus	4	3,53	40,00	7 109,00	306 964	80 535	387 499
Policiers	5						
Pompiers	6	1,24	40,00	2 570,00	108 483	9 514	117 997
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	14,08		25 723,00	1 204 464	334 707	1 539 171
Élus	9	7,00			112 468	12 305	124 773
	10	21,08			1 316 932	347 012	1 663 944

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3		194 978	441 697		636 675
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	287 805	770 545	459 368	13 980	1 531 698
	7	287 805	965 523	901 065	13 980	2 168 373

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		6 502
	4		6 502
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	13 225	10 272
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	13 225	10 272
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	96 892	55 626
Enlèvement de la neige	12	22 085	9 964
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	118 977	65 590
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	60 851	44 314
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	60 851	44 314
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		321
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31	1 752	1 971
	32	1 752	2 292
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		19 121
	37		19 121
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	50 233	22 634
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	50 233	22 634
Réseau d'électricité			
	42		
	43	245 038	170 725

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

			Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
	Fonction		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
POIRIER JEAN-YVES	1.1	Maire	27 144	13 539	12 959	4 315
MENARD JEAN-PIERRE	1.2	Conseiller	8 549	4 275		
LALONDE FRANÇOIS	1.3	Conseiller	7 737	3 868		
GAMELIN MAXIME	1.4	Conseiller	7 737	3 868		
ROBICHAUD ANNIE	1.5	Conseiller	7 737	3 868		
BARSALOU LAURENT	1.6	Conseiller	8 204	3 868		
SCHOUNE PATRICE	1.7	Conseiller	8 203	3 868		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 1 000 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ 20 940 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 124 378 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 174 828 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 69 911 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 38 547 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 73 084 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 40 469 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 35 236 \$
 - Systèmes de drainage 76 8 964 \$
 - Abords de routes 77 40 205 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 306 416 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ 100 190 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ 96 201 \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 677 635 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Tracteur - travaux public (50%) + Fourgon - travaux public (50%)+ Gratte pour la neige (100%)
- Relatives à l'entretien d'été :
- Tracteur - travaux public (50%) + Fourgon - travaux public (50%)
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 2024-05-138

b) Date d'adoption de la résolution 83 2024-05-14

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 2022-05-072

b) Date d'adoption de la résolution 86 2022-05-09

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 183

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4

☐☒

5

☐☒

6

☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7

☐☒

8

☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☐ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-09-02 08:42

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	6 019 400	6 461 990	6 170 732
Investissement	2		1 773 174	280 739
	3	6 019 400	8 235 164	6 451 471
Charges	4	5 491 600	6 051 550	5 523 693
Excédent (déficit) lié aux activités	5	527 800	2 183 614	927 778
Moins : revenus d'investissement	6 (	)(	1 773 174)(	280 739)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	527 800	410 440	647 039
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		1 152 445	957 804
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	611 300)(	610 700)(	1 275 596)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	160 000)(	89 224)(	59 834)
Excédent (déficit) accumulé	12	243 500	144 456	1 112 163
Autres éléments de conciliation	13		17 002	67 450
	14	(527 800)	613 979	801 987
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		1 024 419	1 449 026

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	4 429 979	3 101 090
Débiteurs	2	2 874 398	1 614 151
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4	1 000 000	3 000 000
Autres	5		
	6	8 304 377	7 715 241
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		
Créditeurs et charges à payer	9	859 726	1 313 579
Revenus reportés	10	592 251	466 698
Dette à long terme	11	6 986 280	6 739 239
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13	745 148	
	14	9 183 405	8 519 516
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(879 028)	(804 275)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	22 588 813	20 296 265
Autres	17	159 136	193 317
	18	22 747 949	20 489 582
Excédent (déficit) accumulé	19	21 868 921	19 685 307

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 568 004	2 632 292
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Aménagement du Parc F-X Prieur	2.1	39 639	45 400
▪ Budget subséquent	2.2		200 000
▪ Affaissements	2.3	6 646	106 438
▪ Vidanges des boues	2.4		70 000
▪ Nettoyages de la tour d'eau	2.5	20 000	20 000
▪ Dette 116-2010	2.6		28 283
▪ Franchise assurances	2.7	100 000	100 000
▪ Opérations déneigement	2.8	200 000	200 000
▪ Mesures d'urgence	2.9	200 000	200 000
▪ Variation des taux d'intérêts	2.10	300 000	300 000
▪ Dépenses imprévues	2.11	300 000	300 000
▪ Honoraires professionnels-projets	2.12	105 829	162 065
▪ Patinoire extérieure	2.13	75 523	91 668
▪ Autres projets	2.14	213 051	161 405
	3	1 560 688	1 985 259
Réserves financières			
▪ Vidange des boues usées	4.1	110 000	
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	591 587	621 155
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	215 847	
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	15 000	10 000
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11 (	107 403)(	121 033)
Financement des investissements en cours	12	1 233 282	916 936
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	15 681 916	13 640 698
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	21 868 921	19 685 307

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	5 965 759
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	6 026 540
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	28 283	28 283
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	6 158 097	5 743 597
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	827 920	1 004 720
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	7 014 300	6 776 600

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Budget	Réalisations
Fonctionnement			
Taxes	12	4 991 900	4 877 684
Compensations tenant lieu de taxes	13	141 900	135 302
Quotes-parts	14		
Transferts	15	253 600	399 991
Services rendus	16	443 200	389 394
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	125 100	205 390
Autres	18	63 700	454 229
	19	6 019 400	6 461 990
Investissement			
Taxes	20		
Quotes-parts	21		
Transferts	22		1 768 382
Autres	23		4 792
	24		1 773 174
	25	6 019 400	8 235 164

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	1 171 200	1 249 472	95 944	1 345 416	1 159 879
Sécurité publique						
Police	2	355 900	244 730		244 730	249 671
Sécurité incendie	3	569 200	507 454	97 328	604 782	609 686
Autres	4	5 800	11 945		11 945	40 014
Transport						
Réseau routier	5	959 600	733 936	543 830	1 277 766	1 198 354
Transport collectif	6					17 751
Autres	7	64 000	51 860		51 860	
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	482 700	619 476	342 995	962 471	791 673
Matières résiduelles	9	444 900	429 459		429 459	424 777
Autres	10	270 300	22 655		22 655	70 995
Santé et bien-être	11	21 600	20 765		20 765	21 441
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	210 900	197 063	4 427	201 490	161 520
Promotion et développement économique	13	50 100	44 467		44 467	35 286
Autres	14	10 000	1 050		1 050	24 615
Loisirs et culture	15	601 100	519 735	67 921	587 656	547 306
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	274 300	245 038		245 038	170 725
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	5 491 600	4 899 105	1 152 445	6 051 550	5 523 693
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		1 152 445 (	1 152 445)		
	21	5 491 600	6 051 550		6 051 550	5 523 693

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 773 174	280 739
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	3 461 995)(	1 730 315)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	848 400	2 800 596
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	89 224	59 834
Excédent accumulé	6	1 283 392	487 839
	7	(1 240 979)	1 617 954
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	532 195	1 898 693

Extrait du rapport financier, page S14